

**DOSSIER :**  
**PLURILINGUISME ET POLITIQUES LINGUISTIQUES ET**  
**ÉDUCATIVES AU MAGHREB**  
**Coordonné par Hanane Benmoktar et Marc Deneire**

**Introduction**

Dans cette carte blanche, nous abordons la question complexe des langues au Maghreb avec un accent particulier sur l'Algérie, la Tunisie et le Maroc. Notre dossier est constitué de plusieurs articles écrits par d'éminents chercheurs qui nous fournissent leurs analyses de certains aspects de la situation sociolinguistique dans ces trois pays multilingues d'Afrique du Nord. La discussion s'articule autour de différents sujets d'actualité qui ont alimenté de nombreux débats ces dernières années, que ce soit dans la vie politique, dans la vie de tous les jours ou dans la recherche scientifique. Nous avons d'abord posé un certain nombre de questions à nos collègues concernant : (a) les questions de l'anglais et/ou du français dans le monde de l'éducation et dans la société ; (b) la position de l'anglais comme arbitre entre le français et l'arabe ; (c) le rôle de la religion dans le choix et dans l'usage des langues ; (d) les différences sociales et régionales ; et (e) la langue et la politique.

Au mois de juillet 2019, le débat concernant la substitution du français par l'anglais à l'université a été relancé en Algérie lorsque le ministre de l'Enseignement supérieur Tayeb Bouzid a demandé aux responsables de l'éducation de toutes les facultés et départements du pays d'utiliser exclusivement l'arabe et l'anglais dans les en-têtes de tous les documents officiels. Il a ainsi déclaré que « la langue française ne nous mène nulle part ! » (Le Point, 2019). Dans leurs commentaires sur cette déclaration, Mohammed Miliani et Khaoula Taleb Ibrahimy affirment que l'introduction de l'anglais dans l'éducation algérienne relève avant tout d'une manipulation idéologique entreprise par la classe dominante pour éradiquer la « langue du colonisateur ». Taleb Ibrahimy estime que ce débat a été relancé non seulement pour détourner l'attention des

Algériens des questions essentielles pour le pays, mais aussi pour revitaliser la longue guerre des positions entre francophones et arabophones. Miliani et Taleb Ibrahimy constatent amèrement que les décideurs ignorent la réalité sociolinguistique de l'Algérie dans la mesure où le français est très ancré dans la société et largement utilisé dans la sphère publique, notamment dans le monde professionnel. En ce qui concerne l'anglais, Taleb Ibrahimy note que, de façon surprenante, la dimension hégémonique de la langue en tant que langue postcoloniale et porteuse de la « soft power » américaine est complètement ignorée par l'establishment politique actuel. Enfin, les deux chercheurs soulignent le faible pourcentage d'Algériens qui parlent réellement l'anglais malgré les attitudes positives exprimées envers cette langue.

Dans son article *Received Ideas and Social Reproduction : French as a Medium of Instruction in Algeria*, Imene Medfouni met l'accent sur l'utilisation sur le terrain des différentes langues et parlers, faisant valoir que le répertoire linguistique des Algériens diffère d'une génération à l'autre et d'une région à l'autre, du centre et de la périphérie. Elle s'interroge sur l'hypothèse selon laquelle l'Algérie est un pays francophone où tous les Algériens parlent cette langue. De son point de vue, le niveau de compétence linguistique en français des jeunes générations est inférieur à celui des générations précédentes. Par ailleurs, elle observe que les Algériens vivant en périphérie, par exemple dans la région Chaoui à l'Est de l'Algérie et dans les régions du Mزاب et des Touaregs au Sahara, sont moins susceptibles de connaître le français pour des raisons historiques et politiques. Comme Miliani et Taleb Ibrahimy, elle estime que l'introduction de l'enseignement en anglais dans l'enseignement supérieur ne changera rien à la question du cloisonnement des élites, ni ne conduira à l'utilisation exclusive de l'anglais dans les programmes universitaires : l'anglais sera plutôt simplement ajouté au mix existant des langues utilisées dans l'enseignement supérieur où plusieurs langues sont généralement utilisées sur le mode du mélange de codes, tant sur les campus que dans les cours.

Dans leur contribution, Bouchra Kachoub et Suzanne Hilgendorf étudient les usages croissants de l'anglais au Maroc, un pays où le français une langue dominante depuis le début des 44 ans du protectorat français en 1912. Alors que les autres auteurs

abordent l'épineuse question des langues d'un point de vue idéologique et politique, Kachoub et Hilgendorf adoptent une approche plus pragmatique et socioéconomique dans leur examen de l'utilisation de l'anglais et du français. La langue est considérée comme un outil pratique qui renforce le statut social et économique des Marocains dans un monde globalisé. De ce point de vue, l'anglais représente une langue complémentaire qui s'ajoute au riche répertoire linguistique marocain. Les auteures soutiennent par conséquent qu'il n'est pas pertinent de considérer l'anglais et le français comme des rivaux potentiels parce qu'en réalité, « les Marocains ont historiquement utilisé leurs multiples langues pour satisfaire des besoins de communication distincts ».

Foued Laroussi quant à lui analyse la relation entre politique et plurilinguisme dans un pays où, selon les mots du sociolinguiste Salah Garmardi : « En Tunisie, le complet-veston s'exprime en français, le turban blanc plutôt en arabe classique et le *kadroun* (vêtement populaire) uniquement en arabe parlé ». Sur la base d'une analyse des conversations Facebook qui ont eu lieu lors de l'élection présidentielle de 2019, Laroussi conclut que le lien entre la langue et l'idéologie existe toujours ; par exemple, très peu de francophones favorisent les partis conservateurs et islamiques. Par contre, le plurilinguisme reste très vivant et, dans ce contexte, l'arabe tunisien dépasse largement les divisions politiques et a acquis ses lettres de noblesse comme langage créatif qui favorise un discours politique populaire. Concernant le rapport de la langue au politique, il apparaît que comme en Tunisie qu'en Algérie, l'idéologie est utilisée par les classes dirigeantes comme une stratégie politique -à travers le discours politique et les médias- pour inculquer un système de représentations et influencer les comportements des citoyens.